



PAR COURRIEL

Le 11 février 2019

Objet : Demande d'accès aux documents - Décision

V/Réf. : Liste campagnes de publicité et de communications

N/Réf. : R-82572

Monsieur,

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRO, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue, le 31 janvier dernier laquelle se lit comme suit :

« [...] je veux obtenir copie de la liste de toutes les campagnes de communication et de publicité déployées par votre ministère depuis le 1er janvier 2018, terminées ou en cours en date d'aujourd'hui.

Pour chaque campagne, je veux connaître :

- *Le plan média, comprenant les dates de diffusion et la durée de la campagne.*
- *Le coût total, ventilé par poste de dépense (description de l'ensemble des dépenses encourues), et le cas échéant la ou les firmes ou entreprises engagées pour réaliser en tout ou en partie la campagne et le montant du ou des contrats. [...] » (sic)*

... 2

Décision

Nous donnons suite à votre demande. En effet, vous trouverez ci-joint un tableau en réponse à celle-ci.

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (article 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé *Avis de recours*.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Marie-Claude Daraiche, avocate
Responsable de l'accès aux documents

p. j. 3



© Éditeur officiel du Québec

À jour au 31 décembre 2018
Ce document a valeur officielle.

Chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNEL

CHAPITRE I APPLICATION ET INTERPRÉTATION

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

1982, c. 30, a. 1

[...].

AVIS DE RECOURS

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTRÉAL

500, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 18.200
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente (30) jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les trente (30) jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix (10) jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.

DÉPENSES EN PUBLICITÉ AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2018

FOURNISSEUR	TYPE DE CAMPAGNE	DATE DE DIFFUSION	PUBLICATION	Coût (\$)
Les Éditions Nitram inc.	Mot de la ministre (Homophobie et intimidation)	Avril et août 2018	Magazine Fugues	3320,00
Les Éditions Nitram inc.	Mot de la ministre (Homophobie et intimidation)	Diffusion en décembre 2018, payé en janvier 2019	Magazine Fugues	1660,00
CSPQ	Avis de sélection Candidats à la fonction de juge de la Cour du Québec	Diffusion en décembre 2017, payé en janvier 2018	The Gazette	2 329,41
CSPQ	Avis de sélection Candidats à la fonction de juge de la Cour du Québec	Janvier 2018	La Presse	2 929,43
CSPQ	Avis de sélection Candidats à la fonction de juge de la Cour municipale	5 avril 2018	Journal de St-Hyacinthe et The Gazette	2 380,00
CSPQ	Avis de sélection Candidats à la fonction de juge d'une cour municipale	7 avril 2018	Le Droit	1 623,10
CSPQ	Avis de sélection Candidats à la fonction de juge de la Cour municipale	1 ^{er} mai 2018	L'Éclaireur-Progrès/Beauce Nouvelle	582,31
CSPQ	Appel de candidatures Prix de la justice du Québec 2017	3 mars au 10 mars 2018	La Presse +	4 911,58
CSPQ	Avis de sélection Candidats à la fonction de juge de la Cour du Québec ou de juge de paix magistrat	3 mars 2018	Le Devoir et The Gazette	4 573,70

TOTAL : 24 309,53\$